Revue de la presse arménienne du 21 novembre 2019

L'ancien gouverneur de la province de Syunik qui se trouve en France déclaré recherché/ La presse indique que le Service spécial d'enquête (SSE) a émis un mandat d'arrêt à l'encontre de l'ancien gouverneur de la province de Syunik, Suren Khachatrian, mieux connu sous le nom de Liska. Le SSE a accusé ce dernier d'avoir « *infligé des dommages considérables à l'État* » en donnant des ordres illégaux aux chefs de deux villages de Syunik. L'un de ces chefs de village a remis les tuyaux d'irrigation de sa communauté au frère de Khachatrian, tandis que l'autre a été forcé de vendre illégalement des terres à un homme choisi par le gouverneur. Khachatrian, qui aurait subi une opération du cœur en France, a démenti les accusations dans son commentaire à *Tert.am*. Il a ajouté qu'il avait informé les enquêteurs par l'intermédiaire de ses avocats qu'il était toujours à l'hôpital et qu'il retournerait en Arménie après s'être remis de ses graves problèmes de santé. La presse rappelle que Suren Khachatrian avait été nommé gouverneur de Syunik pour la première fois en 2004 par Kocharyan et a été licencié à la suite d'une fusillade en 2013 à l'extérieur de sa villa causant la mort d'un homme d'affaires local. Le fils de Khachatrian avait été arrêté et inculpé de meurtre à l'époque, mais après exonéré de tout blâme. Serge Sarkissian avait réintégré Khachatrian au poste de gouverneur en 2014. Ce dernier a conservé son poste même après une autre arrestation (et libération) de son fils en 2015, en lien avec l'attaque brutale de deux hommes. Suren Khachatrian a de nouveau été limogé peu de temps après la nomination de Karen Karapetian à la tête du gouvernement en 2016. Selon la presse, malgré de nombreux rapports sur l'implication de Khachatrian, ainsi que de certains de ses proches, dans de violentes attaques dirigées contre des entreprises rivales et des critiques du gouvernement, Khatchatrian réussissait à conserver son poste en raison de son influence pendant les élections. La presse rappelle que lors les élections tenues avant la « *révolution de velours* », les résultats officiels montraient que Serge Sarkissian et son parti Républicain obtenaient plus de voix à Syunik que dans toute autre partie du pays.

Un azerbaïdjanais a essayé de faire de la provocation lors de la réunion de Nikol Pachinian avec la communauté arménienne de Milan/ La presse rend compte de la provocation par un azerbaïdjanais lors de la réunion de Nikol Pachinian avec les membres de la communauté arménienne de Milan dans l'église arménienne. Un azerbaïdjanais est venu à la réunion et a commencé à énumérer à haute voix les noms de « *héros azerbaïdjanais* » et à parler de la « *reconnaissance du génocide des Azerbaïdjanais* ». Il a demandé la paix et la « *libération des territoires* ». Nikol Pachinian a répondu en indiquant qu'un Azerbaïdjanais était entré dans une église arménienne et a posé une question au Premier ministre arménien. « *Il est impossible d'imaginer une situation dans laquelle un Arménien pourrait avoir la possibilité de pénétrer dans un lieu où se réunirait le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev et lui poserait une question* » a déclaré Nikol Pachinian. Quant à la reconnaissance du « *génocide contre les Azerbaïdjanais* », Nikol Pachinian l'a qualifié de « *mensonge évident* », rappelant que l'ancien Président azerbaïdjanais avait déclaré que les incidents de Khojaly avaient été organisés par l'opposition de l'Azerbaïdjan pour réaliser des changements et une révolution en Azerbaïdjan. Nikol Pachinian a de nouveau invité Ilham Aliyev à adopter son concept de paix selon

lequel toute solution au conflit du Haut-Karabakh devrait être acceptable pour les peuples d'Arménie, du Haut Karabakh et d'Azerbaïdjan. Selon la presse, la personne qui s'était présentée comme « *bloggeur azerbaïdjanais* » serait un agent des services secrets ou un provocateur recruté par les autorités azerbaïdjanaises. La presse a publié des photos de cette personne où il est vu avec Ilham Aliyev ou participe activement à la dispersion des manifestations antigouvernementales à Bakou.

Serge Sarkissian s'est dit préoccupé par les actuelles négociations sur le conflit du Haut Karabakh/ La presse rend compte du discours de l'ancien Président de l'Arménie, Serge Sarkssian, lors du Congrès du « Parti populaire européen ». Il s'est dit préoccupé par l'étape actuelle des négociations sur le conflit du Haut Karabakh. Rappelant qu'il faisait partie et a donc connu la guerre du « *mouvement de libération du Karabakh* », Sarkissian a déclaré que de ce point de vue, « *toute négociation, même insuffisante, est préférée à la guerre* ». Selon lui, il est très important que les efforts de médiation des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE continuent de recevoir une assistance inconditionnelle de la part de la communauté internationale. « *Je tiens à réitérer mon message à ceux qui se trouvent à Bakou: le Haut Karabakh ne fera jamais partie de l'Azerbaïdjan et le problème n'a pas de solution militaire* » a déclaré l'ancien Président. Quant à la politique des nouvelles autorités, Serge Sarkissian a déclaré que « *ceux qui sont arrivés au pouvoir sous le nom de révolution n'ont introduit, depuis un an et demi, aucune transformation révolutionnaire ni avancée décisive dans l'ordre du jour national ou étranger du pays* ». Selon lui, il y aurait de « *développements dangereux mettant en péril la démocratie dans le pays* » et les voix de ceux qui le reprochent de « *céder le pouvoir aux populistes* » deviennent de plus en plus importantes.

Projet de loi gouvernemental visant à s'attaquer à la « sous-culture criminelle » adopté en première lecture/ La presse indique que le Parlement a approuvé le projet de loi gouvernemental visant à s'attaquer à la « *sous-culture criminelle* ». Le projet de loi adopté en première lecture implique des amendements pertinents au Code pénal et au Code de justice procédurale de l'Arménie. Il criminalise la création et l'appartenance à des groupes « *porteurs d'une sous-culture criminelle* » et interdit les rangs souterrains accordés aux personnalités criminelles. Ceux qui reçoivent ou octroient de tels grades encourront entre sept et dix ans d'emprisonnement. En outre, le fait d'avoir des liens avec de telles personnes sera également considéré comme une infraction pénale. La presse rappelle les émeutes qui ont éclaté dans les principales prisons du pays début septembre quand les détenus ont résisté aux efforts du gouvernement pour déraciner les règles du monde souterrain qui régissent la vie en prison en Arménie. La presse indique que bien que le projet de loi ait eu le ferme soutien des députés du parti au pouvoir, « Mon pas », certains députés du parti de l'opposition, « Arménie prospère », ont exprimé des objections, affirmant que le projet de loi n'était pas assez spécifique. Il s'agit notamment du député fer de lance de la contestation contre la Convention d'Istanbul et les droits des LGBT en Arménie, Gevorg Petrossian, et le député, l'ancien maire de Gumri, Vardan Ghukasian. Rappelons que ce dernier aurait menacé la principale coauteure du projet de loi, Nazeli Baghdasarian. Le Premier ministre Nikol Pachinian a mis Ghukasian en garde de ne pas donner suite aux menaces alléguées (cf. revue du 14 au 15 novembre 2019).

Gagik Tsarukyan aurait tenu une réunion avec les milieux politiques russes à Moscou/ La presse indique qu'une délégation conduite par le Président du parti « Arménie prospère », Gagik Tsarukyan, s'est rendue à Moscou à l'invitation du chef de groupe parlementaire au pouvoir « Russie unie » pour participer au deuxième forum international sur le rôle de l'interaction entre les partis et factions politiques de la CEI dans le cadre de la coopération interparlementaire. Selon les sources de *Hraparak*, dans le cadre de ce déplacement Gagik Tsarukyan a également eu des rencontres avec les milieux politiques russes qui lui auraient passé le message qu'une opposition radicale devait être formée en

Arménie et qu'« Arménie prospère » était la force la plus appropriée pour les Russes pour le faire. La partie russe aurait affirmé son soutien à ce parti.

Le prix de l'eau potable en Arménie n'augmentera pas en 2020/ La presse indique que le prix de l'eau potable en Arménie n'augmentera pas l'année prochaine malgré la décision du gouvernement de cesser de le subventionner. Le prix est actuellement de 191 drams (0,36 euro) par mètre cube, mais les consommateurs ne paient que 180 drams (0,34 euros) par mètre cube grâce à la subvention du gouvernement accordée à la société française « Veolia Djur » qui gère la distribution d'eau en Arménie. « Veolia Djur » a informé la Commission de réglementation des services publics que la société pourrait maintenir ce tarif inchangé en 2020 même sans subvention.

Rédaction : Lena Gyulkhasyan

Hayastani Hanrapetoutioun- ***quotidien, journal officiel, tirage-6000 exemplaires ;*** *Azg*- ***hebdomadaire, tirage-3000 exemplaires ;*** *Haykakan Jamanak*- ***quotidien, tirage-6500 exemplaires ;*** *Aravot*- ***quotidien, tirage-2718 exemplaires ;*** *Jamanak*- ***quotidien, tirage- 5300 exemplaires ;*** *Hraparak*-***quotidien, tirage-3400 exemplaires ;*** *Joghovourd*-***quotidien, tirage-3500 exemplaires ;*** *Golos Arménii*- ***trihebdomadaire en langue russe, tirage-3425 exemplaires ;*** *Novoyé Vrémia*- ***trihebdomadaire en langue russe, tirage- 5 000 exemplaires ;*** *168 Jam*- ***hebdomadaire, tirage- 5000 exemplaires ;*** *Respoublika Arménia*- ***bihebdomadaire, journal officiel en langue russe, tirage- 1500 exemplaires.***

Cette revue de presse est une synthèse réalisée à partir de publications arméniennes parues au cours d'une journée définie et constitue un document de travail qui ne saurait en aucun exprimer le point de vue de l'Ambassade de France ou des autorités françaises. Toute reproduction de cette revue destinée notamment à une publication électronique, papier, destinée à des tiers, est soumise à autorisation de l'Ambassade de France en Arménie.